

Nos enfants nous accuseront-ils ?

Par Serge Latouche, Professeur émérite d'économie à l'Université d'Orsay, objet de croissance.

Janvier 2013, *Moins!* N° 3

Article aimablement transmis par la rédaction de *Moins!*, journal romand d'écologie politique (www.achetezmoins.ch).

Article disponible sur le site liege.mpOC.be.

En reprenant sous forme interrogative le titre du film de Jean-Pierre Jaud, « Nos enfants nous accuseront », j'entends aborder la question du rapport entre les générations à la lumière de la crise écologique et dénoncer l'imposture d'une science économique, totalement aveugle sur le sujet(1). L'économie standard, en déniait l'existence de l'environnement ou en le sous-estimant, par exemple à travers l'artifice de taux d'actualisation mystificateurs, sacrifie les générations futures.

L'impérialisme de l'économie de croissance sur la société.

L'économie s'est développée sur l'ignorance des limites de la planète et les économistes ont fondé leur discipline sur le déni de la nature. La société de croissance dans laquelle nous vivons repose sur une triple illimitation : illimitation dans la production de marchandises - et donc le prélèvement des ressources renouvelables et non renouvelables, illimitation dans la production des besoins - et donc des produits superflus, illimitation dans la production des rejets - et donc dans l'émission des déchets et de la pollution (de l'air, de la terre et de l'eau). A la suite du prix Nobel de chimie, Paul Cruzen, les savants ont admis que nous étions entrés dans une nouvelle ère : *l'anthropocène*. L'homme est devenu une puissance tellurique capable d'interférer avec les grands cycles de la planète. L'impact de l'action humaine atteint maintenant un seuil tel que celle-ci perturbe et modifie le fonctionnement de l'écosystème terrestre. La nature est sommée de devenir une machine à satisfaire puis à absorber les excès humains, ce qu'elle ne peut plus faire(2). Les symptômes de la crise écologique sont patents : dérèglement climatique, trous dans la couche d'ozone, montée des océans, fin du pétrole bon marché, 6ème extinction des espèces...

D'ores et déjà nous dépassons largement la capacité de régénération de la biosphère. Nous vivons sur le patrimoine et pas seulement sur le revenu. Nous ne nous contentons pas de manger les fruits, nous attaquons l'arbre lui-même. Pourtant, nous ne sommes pas propriétaires de la planète, nous l'avons seulement empruntée à nos enfants. Rembourserons-nous l'emprunt ? Il est clair que non. Certes, entre 2010 et 2011 *l'overshoot day*, c'est à dire le jour de l'année où nous avons épuisé notre crédit, est passé du 21 août au 27 septembre, mais cette « bonne nouvelle » n'est que l'effet par ailleurs désastreux de la crise de 2008. L'existence même de générations futures est d'ores et déjà compromise et leur qualité de vie est de toutes façons très menacée. Nos enfants, s'ils survivent, vivront moins bien que nous et sur une planète beaucoup plus dégradée.

Les penseurs de la modernité avaient préparé le terrain en posant les bases d'une séparation radicale des hommes et de la nature, justifiant ainsi la foi de la technoscience et du productivisme dans l'artificialisation du monde. La nature devient un adversaire radical du genre humain. Lutter contre elle est le contenu le plus tangible de l'intérêt commun de l'humanité. « La nature, écrit Francis Bacon, est une femme publique ; nous devons la mater, pénétrer ses secrets et l'enchaîner selon nos désirs(3). » De son côté, René Descartes assigne à l'homme moderne la mission de s'en rendre maître et possesseur.

La science économique et les économistes se sont engouffrés dans la brèche ainsi ouverte, ignorant superbement les limites

de l'écosystème. Ils ont une lourde responsabilité dans la catastrophe en cours. Ils ont justifié le système productiviste, l'ont encouragé, accompagné et continuent très largement à le faire. Ils font preuve d'un extraordinaire aveuglement qui confine parfois à une mauvaise foi criminelle.

L'hypothèse de la parfaite substitution du capital et du travail à la nature amène ainsi les économistes à préférer des énormités comme l'illustre l'apologue des pizza de Mauro Bonaiuti. Peut-on vraiment, se demande-t-il, obtenir le même nombre de pizza en diminuant toujours la quantité de farine mais en augmentant le nombre de fours ou de cuisiniers ? Et même si on peut espérer capter de nouvelles énergies, serait-il raisonnable de construire des « gratte-ciel sans escaliers ni ascenseurs sur la base de la seule espérance qu'un jour nous triompherons de la loi de la gravité ? »(4). C'est pourtant ce que nous faisons avec le nucléaire, accumulant des déchets potentiellement dangereux pour les siècles à venir sans solution en perspective, mais aussi avec les émissions de gaz à effet de serre. Il faut toute la (mauvaise) foi des économistes orthodoxes pour penser que la science de l'avenir résoudra tous les problèmes et que la substituabilité de la nature par l'artifice puisse être illimitée. L'ignorance de la deuxième loi de la thermodynamique de leur part est stupéfiante. C'est seulement dans les années 1970 que la question écologique au sein de l'économie a été posée. Et d'abord, par le grand savant et économiste roumain Nicolas Georgescu Roegen. En adoptant le modèle de la mécanique classique newtonienne, l'économie, fait-il remarquer, exclut la flèche du temps. Elle ignore donc l'entropie, c'est-à-dire la non réversibilité des transformations de l'énergie et de la matière. Ainsi, les déchets et la pollution, pourtant produits par l'activité économique, n'entrent pas dans les fonctions de production standard. Toute référence à un quelconque substrat biophysique ayant disparu, la production économique telle qu'elle est conçue par la plupart des théoriciens néoclassiques n'est plus confrontée à quelque limite écologique que ce soit. La conséquence en est un gaspillage inconscient des ressources rares disponibles et une sous-utilisation du flux abondant d'énergie solaire. « La théorie économique néoclassique contemporaine, résume Yves Cochet, masque sous une élégance mathématique son indifférence aux lois fondamentales de la biologie, de la chimie et de la physique, notamment celles de la thermodynamique »(5). Elle est un non sens écologique.

En désavouant le premier rapport au Club de Rome, les économistes ont montré qu'ils n'avaient rien compris. Friedrich Hayek, le 11 décembre 1974, lors de la réception du *Nobel* d'économie, fit une déclaration stupéfiante : « L'immense publicité donnée récemment dans les médias à un rapport qui se prononçait au nom de la science sur les limites de la croissance, et le silence de ces mêmes médias sur la critique dévastatrice que ce rapport a reçu de la part des experts compétents, doivent forcément inspirer une certaine appréhension quant à l'exploitation dont le prestige de la science peut être l'objet(6) ». Ainsi Hayek, Beckerman, Solow, Sommers et autres, déclarèrent le remarquable travail de Denis Meadows et de son équipe du MIT nul et non avenu.

George W. Bush, en conséquence, déclarait, le 14 février 2002 à Silver Spring devant l'administration américaine de la météorologie, que « parce qu'elle est la clef du progrès environnemental, parce qu'elle fournit les ressources permettant d'investir dans les technologies propres, la croissance est la solution, non le problème »(7). Aujourd'hui, avec la crise, c'est un chœur de toutes les puissances de ce monde qui reprend la même antienne. Il faut bien reconnaître que cette position est conforme à la plus stricte orthodoxie économique.

Pour les économistes néoclassiques, en effet, le développement est presque naturellement durable. Rappelons que W.

V. Rostow définit le développement comme *self sustaining growth* (une croissance auto-soutenable). Certains, un brin provocateurs, vont jusqu'à dire que ce sont eux, les vrais partisans du développement durable, avec l'instauration des « droits à polluer » et la marchandisation de l'environnement, John Richard Hicks, ayant défini le revenu national comme le produit annuel que le capital (y compris naturel...) permet de dégager sans qu'il lui soit porté atteinte. Selon Stéphan Schmidheiny, animateur d'une association d'industriels favorables au développement durable (le World Business Council for Sustainable Development, WBCSD), conseiller de Maurice Strong, président du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), pour l'organisation de Rio 92 : « Le développement durable est réalisé au mieux grâce une concurrence ouverte au sein de marchés correctement organisés qui respectent les avantages comparatifs légitimes. De tels marchés encouragent l'efficacité et l'innovation qui sont toutes nécessaires à un progrès humain durable » (8). L'économie verte qui a triomphé à la conférence de Rio en 2012 se situe dans la plus parfaite continuité. Une fois de plus, il faut laisser-faire et avoir confiance dans le marché qui, avec le temps, résoudra tous les problèmes. « Il est évident, selon l'économiste Wilfried Beckerman, que bien que la croissance économique conduite habituellement à des détériorations environnementales dans les premiers temps, au final, la meilleure - et probablement la seule - façon pour la plupart des pays d'avoir un environnement décent est de s'enrichir » (9). C'est l'imposture de la courbe de Kuznets appliquée à l'environnement (10).

Le déni de la dette intergénérationnelle dans la société de croissance

« Une société entière, une nation et même toutes les sociétés contemporaines réunies, écrivait déjà Karl Marx, ne sont pas propriétaires de la Terre. Elles n'en sont que les possesseurs, elles n'en ont que la jouissance et doivent la léguer aux générations futures après l'avoir améliorée en *boni patres familias* » (11). Malheureusement, les marxistes, pas plus que les économistes orthodoxes, n'ont intégré le message et la dette intergénérationnelle est passée à la trappe.

Finalement, tout le système économique repose sur une foi à toute épreuve. C'est ce que montrent aussi les critiques adressées au rapport de Nicolas Stern au gouvernement britannique. Les évaluations très prudentes de l'économiste de la Banque mondiale (et donc, pourtant, membre du sésail) du coût très élevé du dérèglement climatique si nous attendons pour agir, ont été considérées comme alarmistes par les économistes négationnistes qui, en choisissant un taux de dépréciation du futur plus *réaliste*, aboutissent à la conclusion que la croissance permettra de payer sans douleur la facture. La dévalorisation du futur, en l'occurrence, grâce à l'artifice du taux d'actualisation signifie concrètement le sacrifice des jeunes générations sur l'autel de la croissance. En transformant les réalités en abstractions chiffrées et en manipulant habilement les chiffres, il est assez facile pour un économètre de prévoir des miracles. Si on réduit les dégâts provoqués par la poursuite de la croissance sur les écosystèmes à un coût, et si on suppose un taux de croissance suffisant, l'accroissement présumé inévitable du PIB compensera largement les *déséconomies* externes et permettra facilement de dégager le financement nécessaire à leur réparation. Avec un taux de 5% par exemple la valeur actuelle des atteintes à l'environnement devient négligeable ; on peut alors en laisser, d'un cœur léger, la charge à nos enfants enrichis par la croissance. L'usage d'un tel taux d'actualisation est une pratique courante des experts dans les évaluations de projets pour tout modèle de simulation du futur afin de justifier les investissements les plus délirants. Le drame est que le réel n'est pas une abstraction et n'obéit pas aux mathématiques

comme dans le fantasme de la construction économique. La planète ne négocie pas et nos enfants nous accuseront de les avoir sacrifiés sur l'autel de l'économie. Et c'est ainsi que les gouvernants étasuniens successifs décident de ne rien faire pour limiter l'effet de serre. L'absence de liens de causalité clairs entre dégâts environnementaux et dégradation des conditions de production économique a contribué, selon John Bellamy Foster, via l'analyse standard coûts-bénéfices, à justifier une politique d'adaptation au réchauffement climatique plutôt qu'une politique d'adoption de mesures destinées à en ralentir la progression (ce qui aurait augmenté les coûts de production) (12).

Conclusion

« Jamais, note Alexander Langer, le fondateur du mouvement vert en Italie, une génération n'a eu autant de responsabilité et autant de pouvoir sur ses actions que la nôtre. Et jamais une génération avant la présente n'a eu entre ses mains la décision même de laisser se poursuivre la succession des générations ou de l'interrompre ou tout au moins de lui faire courir le plus grand risque (13) ». Cependant, la perspective d'un suicide collectif semble à beaucoup moins insupportable que la remise à plat de nos pratiques et qu'un changement de modèle. Très certainement nos enfants nous accuseront, car nous sommes tous responsables. Nos élites politiques et économiques, d'abord, plus promptes à sauver la Banque que la banquise, mais aussi les citoyens ordinaires plus soucieux de leur niveau de vie que de celui des océans. « Les enfants que nous allons mettre au monde, prédisait André Gorz, n'utiliseront plus, dans leur âge mûr, ni l'aluminium, ni le pétrole ; (...) en cas de réalisation des actuels programmes nucléaires les gisements d'uranium seront alors épuisés. » (14) Alors, si nous voulons éviter l'effondrement et assurer un futur, si possible harmonieux, à nos enfants, c'est d'abord au système économique, à la logique de la croissance exponentielle illimitée que nous devons nous attaquer.

- (1) Le sens du film de Jean-Pierre Jaud fait écho au titre de la première réflexion de l'écologie politique de Barry Commoner, « Quelle Terre laisserons-nous à nos enfants ? » (Science and Survival, 1963), Le Seuil, 1969.
- (2) Testart Jacques, Sinaï Agnès, Bourgain Catherine, « Labo planète ou comment 2030 se prépare sans les citoyens ». Mille et une nuits, 2010, p. 37.
- (3) Cité par Norbert Rouland, « Aux confins du droit », Odile Jacob, Paris, 1991, p. 249.
- (4) Bonaiuti Mauro, « La "nuova economia" di Nicholas Georgescu-Roegen », ed. Carocci, Roma 2001, pp. 109 et 141.
- (5) op. cit, p. 147.
- (6) Cité par Timothée Duverger « De Meadows à Mansholt : L'invention du 'zégisme' » in Entropia N° 10, printemps 2011, p. 117.
- (7) Le Monde du 16/2/2002.
- (8) « Sustainable development is best achieved through open, competitive, rightly framed international markets that honor legitimate comparative advantages. Such markets encourage efficiency and innovation, both necessities for sustainable human progress ». The Business case for sustainable development. Document du WBCSD pour Johannesburg.
- (9) W. Beckerman, « Economic growth and the environment : whose environment? » in World Development, vol 20, n° 4. 1992 p. 482.
- (10) Alors que la croissance du PIB obéit à une fonction linéaire, celle de la pollution suivrait une courbe *en cloche*, avec une décroissance au delà d'un certain seuil.
- (11) Karl Marx, « Le Capital », L.III, tome 3. Editions sociales, p 159.
- (12) John Bellamy Foster, « Marx écologiste ». Editions Amsterdam, Paris, 2011, p. 99.
- (13) Alexander Langer, « Perdarsi per trovarsi : la terra in prestito dai nostri figli » in Conversione ecologica e stili di vita. Edizioni dell'asino, Bolzano 2012. P. 21.
- (14) André Gorz, Ecologie et liberté. Editions Galilée, 1977, page 13.